

SLOW

**VILLE DE BILLY-MONTIGNY**

***L'an deux mille vingt-cinq, le 08 DECEMBRE à 18 Heures 00, le Conseil Municipal s'est réuni sous la présidence de M. Bruno TRONI, Maire, suite à la convocation en date du 02 DECEMBRE 2025, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.***

**Arrondissement de Lens**

**Etaient présents :**

MM. B. TRONI, Maire

MM. P. CANIVEZ, P. PECQUEUR, M. MONNIER, Adjoints au Maire.

Mmes N. MEGUEULLE, L. AVIT, F. BRIKI, M. BREBION, Adjointes au Maire.

Mmes T. VERLEYEN, A. MOPTY, J. BIESZCZAD-DIANE, T. MOREAU, M. C DELAMBRE, Conseillères Municipales.

MM. A. MILLIEN, M. EECKMAN, R. KRZYZANIAK, R. DEWASMES, M. J. ROLLAND, E. LALOUETTE, Conseillers Municipaux.

**Excusés :**

Mmes L. VERIN (pvr à N. MEGUEULLE), A. FOULON (pvr à J. BIESZCZAD).

M. M. BAUDERLIQUE (pvr à M. A. MILLIEN), Y. GAUER (pvr à P. CANIVEZ)

Mme M. WATERLOT.

**Absents :**

MM J.L. CAILLUYERE, Mme A. SENECHAL, L. LOOR, M. GREBAUT, J. BOBER, Conseillers Municipaux.

**Secrétaire de Séance** : Mme A. MOPTY.

**DEL 25-55 : Transfert de garantie d'emprunt**

**Rapporteur** : M. LE MAIRE

Vu les délibérations du Conseil Municipal en date du 25 Juin 1991 accordant la garantie de la Commune de Billy-Montigny à la société HLM « le Logement Rural » ci-après le Cédant, pour le remboursement des emprunts destinés au financement de la construction de 12 logements de la Résidence Marcel Pagnol et de la construction de 16 logements de la Résidence Marcel Cachin, déjà financées.

Vu la demande formulée par la Société Immobilière Grand Hainaut (SIGH) et tendant à transférer les prêts en faveur de SIA Habitat, ci-après le Repreneur.

Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales

Vu l'article L 443-7 alinéa 3 du Code de la construction et de l'habitation

Vu l'article L 443-13 alinéa 3 du Code de la construction et de l'habitation

Vu l'article 2305 du Code civil

## PREAMBULE

Envoyé en préfecture le 11/12/2025

Reçu en préfecture le 11/12/2025

Publié le

ID : 062-216201335-20251208-DEL25\_55-DE

SLO

La Caisse des dépôts et consignations a consenti en 1991 au Cédant deux prêts d'un montant initial de 792 734.88 euros et de 579 306.26 euros finançant la construction des deux résidences évoquées ci-dessus.

En raison de la fusion entre SIGH et SIA Habitat, le Cédant a sollicité la Banque, qui a accepté, le transfert desdits prêts.

Aussi, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur le maintien de la garantie relative aux prêts transférés au profit du Repreneur.

La présente garantie est sollicitée dans les conditions fixées ci-dessous.

Monsieur le Maire propose donc à l'Assemblée de valider les points suivants :

### Article 1 :

L'assemblée délibérante de Billy-Montigny réitère sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement des prêts d'un montant initial de 792 734.88 euros et de 579 306.26 euros consentis par la Caisse des dépôts et consignations au Cédant et transférés au Repreneur, conformément aux dispositions susvisées du Code de la construction et de l'habitation.

L'assemblée délibérante de Billy-Montigny réitère sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement du prêt N°1267945 au capital restant dû de 79 133.48 euros au 31/12/2025 et du prêt N°1267946 au capital restant dû de 110 725 .37€ au 31/12/2025 consentis par la Caisse des dépôts et consignations au Cédant et transférés au Repreneur, conformément aux dispositions susvisées du Code de la construction et de l'habitation.

### Article 2 :

Les caractéristiques financières des prêts transférés sont précisées dans l'annexe ci-après devant impérativement être jointe aux autres pages de la délibération de garantie.

### Article 3 :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée résiduelle totale des prêts, jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le Repreneur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage à se substituer au Repreneur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

### Article 4 :

Le Conseil s'engage pendant toute la durée résiduelle des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ces prêts.

### Article 5 :

Le Conseil autorise Monsieur le Maire à intervenir à la convention de transfert des prêts qui sera passée entre la Caisse des dépôts et consignations et le Repreneur ou, le cas échéant, à tout acte constatant l'engagement du garant à l'emprunt visé à l'article 1 de la présente délibération.

Envoyé en préfecture le 11/12/2025

Reçu en préfecture le 11/12/2025

Publié le

ID : 062-216201335-20251208-DEL25\_55-DE

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, A L'UNANIMITÉ, décide :

- D'accepter le maintien de la garantie initiale suite au transfert de prêts
- D'autoriser M. le Maire à signer tous les documents relatifs à ce transfert

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Acte rendu exécutoire après envoi en Sous-Préfecture le :

Et publication ou notification du : 11 DEC. 2025

A BILLY-MONTIGNY, le

11 DEC. 2025

Le Maire,

B. TRONI



Signé électroniquement par: B. TRONI  
Date de signature: 11/12/2025  
Qualité : Maire de la ville de BILLY-MONTIGNY

